

Pour satisfaire les droits sociaux, économiques et culturels des citoyens, le gouvernement a mis en routes de grands projets, gisements d'emplois, et porteurs de croissance économique connus sous le terme générique de projets structurants.□□

L'énergie électrique

Le secteur énergétique est le plus ambitieux. Il y est question pour les pouvoirs publics, de résorber le déficit énergétique qui plombe l'activité économique et industrielle du pays, avec des effets néfastes sur la croissance. Pour ce que faire, le gouvernement élaboré et mis en route un vaste programme de construction des barrages hydro-électriques.

Juin 2012, le Chef de l'Etat procède à Nyabizan, dans la Région du Sud à la pose de la première pierre du barrage de Memve'ele. Ce projet d'un coût total de 420 milliards Fcfa financé par l'Etat du Cameroun, Exim Bank China et la Banque africaine de développement (Bad), va accroître de 201 mégawatts l'offre énergétique du Cameroun. La mise en service du barrage est projetée entre 2016 et 2017.

Avec son entrée en fonctionnement, le barrage va assurer une meilleure fourniture d'énergie électrique aux industries, aux services publics et aux ménages, dont les besoins (la augmentent de 8% par an. Avec ce barrage, le Cameroun pourra vendre le surplus d'énergie électrique aux pays voisins comme le Gabon et la Guinée équatoriale.

Août 2012, le président de la République pose de la première pierre du barrage-réservoir de Lom-Pangar, dans la Région de l'Est. C'est un gigantesque projet dont le coût total est estimé à 238 milliards de francs CFA. Grâce à sa retenue d'eau de six milliards de mètres cubes, ce barrage va réguler le débit du fleuve Sanaga, et, à moyen terme, augmenter la capacité de production des centrales existantes en aval à savoir Edéa, et Songloulou.

Le barrage-réservoir de Lom-Pangar est présentée par beaucoup comme la pierre angulaire du Programme des Grandes Réalisations, cet ouvrage permettra de pallier la baisse du débit de la Sanaga pendant la saison sèche. Grâce à la retenue d'eau le réservoir augmentera sensiblement le débit de la Sanaga pour le porter de 640 m³/seconde à 1040m³/seconde durant la saison sèche. La construction d'une usine de pied est prévue à Lom-Pangar, avec une puissance installée de 30 mégawatts, permettra de produire l'énergie électrique pour alimenter Bertoua et toute la Région de l'Est.

La centrale à gaz de Kribi qui est entrée en fonctionnement depuis le mois de février 2014 fournit une capacité de 216 mégawatts d'électricité. Il s'agit d'un investissement de 173 milliards de francs CFA. Ce projet va, avec son apport, faire passer la capacité totale installée du Cameroun à 1 249 mégawatts.

Le barrage de Mekin en chantier dont la réception est prévue en 2015 fournira 15 mégawatts

Le Port en eau profonde de Kribi

Le terme consacré à l'infrastructure qui est sortie de terre à Kribi, c'est bien le Complexe industrialo-portuaire de Kribi (Cipk). Il comprend le port en eau profonde, qui a déjà accueilli officiellement son premier bateau le 8 juillet 2014, en présence de nombreux membres du gouvernement et des chefs traditionnels du la Région du Sud, les zones industrielles, la nouvelle ville à développer, des infrastructures de communication, dont l'autoroute, les

chemins de fer, les lignes de transport électrique et les pipelines. La pose de la première pierre de ce Complexe avait été effectuée en octobre 2011 par le Président Paul Biya. Le premier bateau a accosté en juillet 2014.

Infrastructures routières

Autoroute Yaoundé-Douala est le projet routière d'envergure des grandes réalisations. Cette route devra fluidifier et sécuriser le trafic intense –entre les deux principales villes du pays et qui a fait de l'axe Yaoundé-Douala, « la route de la mort ».

Le projet a été lancé avec le recensement des riverains et l'indemnisation des populations victimes de destruction de biens situés sur les emprises de l'autoroute. Le chantier de construction a été divisé en plusieurs lots. Le premier segment d'une longueur de 100 kilomètres dispose déjà d'une enveloppe de 258 milliards de francs Cfa.

L'autres autoroute projeté et dont le processus de réalisation se trouve également au niveau des indemnisations des populations déguerpies, c'est l'autoroute Yaoundé-Nsimalen. Cet axe devra desservir par une voie rapide, l'aéroport international de Nsimalen.

Le Cameroun a bénéficié en 2012, d'un prêt de 5 milliards de francs Cfa du Fonds saoudien de Développement destiné au bitumage de la route Bikoula-Djoum et de la route Sangmelima-Ouessou.

C'est également en 2012 que le gouvernement a remis en service le Pont de l'Enfance, après sa réhabilitation dans la région du Centre.

Projets miniers

Dans ce secteur, le Cameroun a obtenu en 2012, l'autorisation d'exporter du diamant. Le 29 novembre de la même année, s'agissant toujours de la valorisation des richesses du sous-sol, plus précisément le gisement de fer de Mbalam, le gouvernement du Cameroun a signé une convention minière avec la société Cam Iron. Le lancement de ce grand projet est imminent, et devrait contribuer, de manière substantielle, à booster l'économie du Cameroun et à générer de nombreux emplois pour les jeunes. Le volet social du projet fer de Mbalam comporte des rubriques infrastructures de base au bénéfice des populations riveraines des sites d'exploitation. Les populations le long de la ligne d'évacuation du fer, de Mbalam sur qu'au terminal minéralier de Kribi, bénéficieront d'une ligne de chemin de fer exclusivement dédiée à l'évacuation du fer, et d'une route destinée au transport des personnes.

De nombreux autres projets sont en cours de réalisation dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage. De nombreux projets d'amélioration d'accès des populations à l'eau potable sont en cours. La Cameroon Water Utilities (Camwater) a bénéficié d'un prêt de l'Agence française de développement (Afd) pour le financement desdits projets. Quelques-uns présentent déjà leurs fruits comme la mise en service de la station de la Mefou qui permet d'augmentation de 150.000 mètres cubes d'eau la quantité d'eau dont le déficit était estimé, avant la mise en service de la Mefou, à 300.000 mètres cube.

Les emplois

Les emplois générés par ces projets structurants ont permis de créer 9953 emplois au Cameroun, selon Zacharie Perevet, le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, soit 3030 emplois durant l'année 2012, et 6923 emplois en 2013.

Selon les prévisions de ce département ministériel, environ 16 000 emplois sont à prendre par les nationaux dans le cadre de ces projets.

Ce que fait le gouvernement

Écrit par Ludovic ATEBA - Mis à jour Jeudi, 14 Août 2014 10:44

Pour ce qui est des projets structurants, le premier ministre a commis une circulaire le 13 juin 2012, relative aux investissements étrangers, et qui stipule que les emplois doivent être occupés par des nationaux à des proportions bien précises. Ainsi, 50% au moins des emplois d'encadrement doivent revenir aux nationaux, 60% au moins pour les emplois de maîtrise, et 85% au moins pour les emplois d'exécution. Le respect de cette circulaire n'est pas toujours de mise dans les différents chantiers et les mouvements de revendications ne tardent pas.

Christophe Mvondo

Les griefs relevés par les citoyens

Malgré la mise en exécution des grands projets, de nombreux DESC sont encore violés.

La mise en route des grandes réalisations devaient apporter des réponses aux droits des citoyens à une vie décente, à un travail décent et bien rémunérés, ainsi qu'à des conditions de vie meilleures. La réalité sur le terrain est toute autre. Des emplois ont été certes créés, mais c'est du sous-emploi dont il est question. Les ouvriers touchent des salaires dérisoires dans les chantiers, beaucoup ne disposent pas de couchettes convenables. C'est la grande désillusion

pour de nombreux jeunes sans emplois qui ont investi les chantiers. De nombreux ouvriers touchent 2000 Fcfa par jour, loin de leurs familles. Une rémunération qui ne suffit même pas pour une ration alimentaire journalière pour que l'ouvrier puisse disposer d'une bonne force de travail. Des grèves et autres mouvements d'humeur se succèdent sur les sites de ces vastes chantiers.

Pour ce qui est des indemnités, les riverains des différents sites crient à l'injustice. Des plantations, ou de vastes étendus de terres leur sont arrachés contre une indemnité qui ne permet pas de se construire une nouvelle maison.

Dans les grands centres urbains, en particulier Yaoundé et Douala, les délégués du gouvernement auprès des deux villes font figure de bourreaux pour les habitants. Des quartiers populaires qui abritent les masses vulnérables sont totalement ou partiellement rasés lors des opérations de déguerpissements. Il est reproché aux occupants de certains sites d'avoir construit dans les marécages et les flancs de collines, zones interdites de construction. Mais à la clé, ce sont de nombreuses familles déjà démunies qui se retrouvent dans la rue. Les démolitions d'habitations dans ces espaces ne sont pas suivies d'indemnités. Pendant plusieurs jours des familles ont passé la nuit à la belle étoile car ne sachant pas où aller. Cela s'est vu à Yaoundé, au quartier Ntaba, rasé par le délégué du gouvernement.

Pour ce qui est de la fourniture de l'énergie électrique, les populations vivent encore des coupures intempestives d'électricité malgré la disponibilité de l'énergie. En fait le Cameroun produit un peu plus de 1.200 mégawatts d'électricité alors que la demande plafonne à 900 mégawatts. Le problème, expliquent les responsables de la société de distribution d'électricité, se trouve au niveau du réseau de distribution qui est défectueux. Entre les poteaux qui tombent et les transformateurs surchargés qui explosent, le consommateur d'électricité ne trouve aucune satisfaction dans l'offre d'énergie électrique.

La construction de 10.000 logements annoncés depuis 2010 piétine. Les travaux avancent à pas de tortue et les populations défavorisées ont déjà déchanté car, les promoteurs mis à contribution pour mettre les logements construits en vente. Sur le site d'Olembé à Yaoundé, l'appartement le plus accessible coûte dans les 20 millions. Une somme que le Camerounais moyen ne peut pas mobiliser pour acquérir un appartement. On le voit, le projet de logement social est travesti car, les personnes nanties se sont déjà accaparés un grand nombre d'appartements qu'elles mettront par la suite en location à des prix prohibitifs.

Ce que fait le gouvernement

Écrit par Ludovic ATEBA - Mis à jour Jeudi, 14 Août 2014 10:44

Dans les zones rurales, des hauts cadres d'administration s'accaparent de vaste étendus de forêts qu'ils arrachent aux villageois et les font immatriculer en leurs noms. Du coup, ceux-ci, dépourvus de terres agricoles, se transforment en ouvrier dans les plantations où ils sont payés 30.000 Fcfa le mois. Une pitance qui ne leur permet de manger, de se vêtir, d'envoyer leurs enfants à l'école ou même de se soigner. Les droits économiques, sociaux et culturels